

## BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?

CONTACTEZ-NOUS

### BADRE IZOUGGAGHEN

Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé

Cell.: 514 991-7738

Courriel : badre@imgcentr.com  
514-990-0391  
10345 Papineau suite 220,  
Montréal, QC, H2B 2A3



Une façon intelligente d'obtenir une hypothèque



**IqamaFinder**  
www.iqamafinder.com

DISPONIBLE SUR  
Google play

VOTRE PUB ICI

Pour un prix  
minimum et  
une portée  
maximum

Appeler au  
514-576-9067

# BUDGET : RÉACTION DE L'OPPOSITION

Ottawa : L'opposition dénonce un manque de vision et une "folie" dépensière  
Québec : Entre satisfaction du patronat et mécontentement des syndicats

(PAGES 4 à 7)

## SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Ramadan/ Vivre ensemble: Opération "Apportez votre soupe".....(Page 3)  
Ottawa : Lutte contre les Changements climatiques.....(Page 8)  
Politiques migratoires du Maroc et société civile ; Quelles implications ?...(Pages 9 et 10)  
Les Marocains aux Pays-Bas orient : "Karama"! .....(Pages 9 et 10)  
Polémique autour du mariage:  
Un mariage "orfi" au Québec ?.....(Page 15)  
Programme Montréal Interculturel .....(P.16)  
Visite de Marine Le Pen au Québec.....(P. 17)  
Notre Petit village la Terre.....(Page 18)  
Associations en Action.....(Pages 19 à 23)

Photo : DR

**DALMA**  
immigration

Division de  
BERTRAND, DESLAURIERS  
AVOCATS

Avocats spécialisés en droit de  
l'immigration depuis plus  
de 30 ans

Compétence, intégrité et expérience à votre service depuis 1983

CANADA \* Résidence permanente  
\* Travailleurs qualifiés;  
\* Regroupement familial;  
\* Gens d'affaires;  
\* Litige suite à refus ou problèmes liés à l'immigration

U.E. ASIE  
AFRIQUE MOYEN ORIENT

Évaluation gratuite!

Adresse: 83, St-Paul Ouest, (La Caserne),  
Montréal (Qc) H2Y 1Z1 Canada.

Courriel: info@dalma.ca  
Tél.: (514) 982-9584 Fax: (514) 982-0895

www.dalma.ca

RE SPÉCIALISTE  
DES VOYAGES  
DE LA OMRA  
ET DU HAJ

Alger - Tunis - Casa Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو VOYAGES MAESTRO سفريات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444

Tél. 514 381-1999

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار

Toufic Sleiman  
Propriétaire

Titulaire d'un Permis du Québec



## Opération "Apportez votre Harira" le mois du Ramadan Et si une cuillerée de soupe pourrait faire fondre la glace qui entoure les cœurs ?



Par Abderrahman  
El Fouladi

**E**n ces temps marqués par la montée universelle de la xénophobie, de la peur de l'autre, du déni des valeurs humaines et de l'islamophobie, plusieurs plumes tentent de prêcher l'amalgame entre Islam et terrorisme et de cracher leur venin au sein des sociétés occidentales pour semer division et zizanie.

Et ce ne seront pas les adeptes de la terreur, de l'autre bord, qui iront se plaindre... Eux qui ne rêvent que d'une rupture fatale entre les civilisations pour recruter à bras ouverts parmi la majorité silencieuse; cette victime collatérale de ce clash entre deux extrémismes ne rêvant que de mettre le Monde à feu et à sang !

### Sortir du cocon de l'isolement et afficher ses vraies valeurs

Face à cette situation alarmante et malencontreuse où les uns tentent d'en tirer profit au détriment des malheurs des autres, il est essentiel, en tant que communauté musulmane, de véhiculer où que l'on soit les véritables préceptes de l'Islam, la religion de modération et du juste-milieu, de l'acceptation de l'autre, du partage et du vivre-ensemble. Autant de valeurs humaines qui commencent à disparaître dans un monde de plus en plus paranoïaque et schizophrène.

Ce ressourcement dans les valeurs authentiques de l'Islam peut se réaliser chaque jour de l'année mais doit s'intensifier lors du mois sacré du Ramadan, qui occupe une place très particulière dans le cœur et l'esprit de tout musulman épris de ces valeurs et soucieux de promouvoir ce faire-ensemble et ce vivre-ensemble au sein de la société d'accueil où il s'est intégré ou tente de le faire non

sans difficulté. D'où cette idée si simple d'une opération qui sera baptisée "APPORTEZ VOTRE HARIRA".

### Aller vers l'autre pour donner sans rien attendre en retour

De part la symbolique du geste, cette action sociale si simple, pour rapprocher les musulmans de leurs voisins des autres confessions, peut s'avérer très utile pour lutter contre cette xénophobie rampante et pour promouvoir le vivre-ensemble auquel aspire tout un chacun loin des clichés, des préjugés et des stéréotypes préétablis par l'un ou l'autre des deux côtés de la table de la rupture du jeûne.

Il s'agira en fait d'une série d'iftars collectifs (rien à voir avec les iftars politiques) où les musulmans de tous les pays seront appelés à apporter leur nourriture et leurs bols ou soupières dans des lieux aménagés à cette occasion : gymnases, salles communautaires ou sous-sols d'églises pour les partager avec leurs concitoyens non musulmans, parler et communiquer avec eux, s'amuser, rire et mieux se connaître les uns les autres dans une ambiance conviviale et chaleureuse marquée d'un air de spiritualité qui nous manque affreusement en ces temps-ci.

Ce sera une opération où l'esprit du Ramadan sera le plus dominant avec pour seule devise «donner sans rien attendre en retour», sinon une ouverture du cœur sur l'autre et une oreille attentive à notre interlocuteur, car la force de la société où l'on vit réside dans cette mosaïque de cultures et de religions respectueuses des us et coutumes de chacune d'entre elles.

Certes, cette idée n'est encore qu'embryonnaire, mais notre souhait est qu'elle se concrétise et qu'elle devienne une réalité sur le terrain grâce aux efforts de toutes et tous qui sont appelés dès maintenant à réfléchir à ce qu'ils peuvent apporter comme contribution à cette initiative loua-

ble.

L'Appel est donc lancé : Ramadan est pour bientôt, alors PRENEZ L'INITIATIVE DANS VOTRE QUARTIER ET PARLEZ-EN: à votre famille, à votre voisin, à votre collègue de travail car le but est tout simplement de consacrer la générosité et l'entraide sociale entre les différents groupes religieux, ethniques et culturels qui composent la société québécoise et canadienne.

### Appel aux ONG, aux Centres culturels ainsi qu'à la classe politique

Certes les citoyens musulmans fourniront soupe, gâteaux et thé à la menthe. Reste à trouver des toits sous lesquels partager tous ces délices culinaires d'outre-mer... dans le calme et la sérénité, dans des terrains "neutres", loin des mosquées qui, lorsqu'elles ne sont pas engorgées en ces temps-ci, risqueraient tout simplement de décourager les non-musulmans de se présenter. D'où la nécessité d'impliquer les villes, les Arrondissements ainsi que les élus fédéraux, provinciaux et municipaux pour fournir les locaux et pour apporter leur "grain de sel" à l'animation de ces activités, tout au long du mois de ramadan, activités qui ont tout l'air de s'inscrire dans l'objectif du "Programme Montréal Interculturel" (PMI); à savoir : "encourager les échanges interculturels dans le respect des droits de la personne et des valeurs démocratiques".

Elles s'inscriraient également dans la mission des Centres culturels des pays d'origine installés dans les pays d'accueil: Les associations binationales, en partenariat avec ces centres, auraient de la « soupe dans la marmite » tout au long du prochain Ramadan.

A bon entendeur...

Abderrahman El Fouladi.

© Une production

**LES ÉDITIONS  
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

[www.maroc-canada.ca](http://www.maroc-canada.ca)

ou

[www.maghreb-canada.ca](http://www.maghreb-canada.ca)

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

**DIRECTEUR DE  
PUBLICATION**

**Abderrahman EL FOULADI**

[elfouladi@videotron.ca](mailto:elfouladi@videotron.ca)

Tél: 514-576-9067

**INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067

[info@maghreb-canada.ca](mailto:info@maghreb-canada.ca)

**CHRONIQUEURS**

Anas Abdoun.

(France)

Dr Mraizika Mohammed,

(France)

Yassine El Fouladi, B.Sc. (Canada)

Mustapha Bouhaddar, Écrivain

(France)

**ÉDITORIALISTE**

A. El Fouladi

**IMPRESSION:**

Hebdo Litho, Saint-Léonard

(Montréal)

**M**aghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Québec (Canada), depuis le 1er juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.



**Maghreb**

**Canada**

**Info**

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

[www.maghreb-canada.ca](http://www.maghreb-canada.ca) ou [maroc-canada.ca](http://maroc-canada.ca) ou [maroc-canada.info](http://maroc-canada.info)



# Premier budget déficitaire du gouvernement Trudeau L'opposition à Ottawa dénonce un manque de vision et une "folie dépensière"

**L**e vent du changement ramené par les Libéraux de Justin Trudeau, pour marquer une rupture avec la décennie de gouvernance conservatrice de Stephen Harper, continue de souffler sur le Canada, même en matière de finances publiques, mais sans plaire à tout le monde.

En effet, le ministre des Finances, Bill Morneau a présenté, le 22 mars dernier, son premier budget 2016-2017 qui prévoit un déficit de 29,4 milliards de dollars, avec des investissements colossaux dans les infrastructures, pour stimuler une économie chancelante en raison de la chute du prix du pétrole.

## Déficit 3 fois plus fort que prévu

Même si tous s'attendaient à ce que le gouvernement libéral dépasse le seuil des déficits «modestes» fixés, en pleine campagne électorale, à 10 milliards de dollars avant de revenir à l'équilibre budgétaire en 2019-2020, année électorale, force est de constater que les prochains budgets prévus par M. Morneau seront, eux aussi, tous déficitaires, sans pour autant établir un échéancier précis pour le retour au déficit zéro, ce qui a suscité une vive dénonciation chez les principaux partis de l'opposition.

Dans ce sens, M. Morneau a fait savoir que le déficit devra être réduit à 29 milliards en 2017-2018, à 22,8 milliards en 2018-2019, à 17,7 milliards en 2019-2020 et à 14,3 milliards en 2020-2021, ajoutant que les mesures incluses dans ce budget pour la relance de l'économie entraî-

neront une hausse du PIB de 0,5 pc dans la première année et de 1 pc au cours de la deuxième année du mandat du gouvernement libéral.

## Une bouffée d'oxygène pour l'économie rétorquent les libéraux

Certes, les observateurs et les économistes sont unanimes à souligner que le gouvernement Trudeau rompt totalement avec la philosophie de l'ancien Exécutif conservateur, axée sur l'atteinte de l'équilibre budgétaire, mais les Libéraux affirment que ces budgets, bien que déficitaires, permettront, grâce aux investissements stratégiques dans les infrastructures et aux mesures prévues pour donner une «bouffée d'oxygène» à la classe moyenne, la relance de l'économie du Canada, devenue moins performante ces dernières années.

«Aujourd'hui, nous commençons à redonner espoir à la classe moyenne. Aujourd'hui, nous commençons à redynamiser l'économie. Aujourd'hui, nous commençons à mettre en oeuvre un plan à long terme qui repose sur des investissements judicieux et une conviction inébranlable selon laquelle il est possible de réaliser des progrès pour faire en sorte que l'avenir du Canada soit à la hauteur de nos ambitions», a martelé M. Morneau lors de la présentation de son budget.

Relevant que ce plan financier signale un nouveau virage économique qui permettra de créer des emplois et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, M. Morneau a pré-

sé que cette approche prévoit notamment de nouveaux investissements «historiques» dans les infrastructures, d'une valeur totale de 125 milliards de dollars sur les dix prochaines années.

Restant fidèles à leur engagement électoral, les Libéraux promettent donc de doubler les investissements dans les infrastructures : en plus des 65 milliards déjà prévus pour la même période par l'ancien gouvernement, les investissements supplémentaires devraient avoisiner les 60 milliards de dollars.

Mais plutôt que 16,95 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années, ce sont seulement 11,9 milliards de dollars qui seront injectés au fil des cinq années à venir : une 1ère enveloppe de 3,4 milliards sur trois ans sera consacrée aux transports en commun, une 2ème de 5 milliards sur cinq ans sera dédiée à l'infrastructure verte, et une troisième de 3,4 milliards sur cinq ans à l'infrastructure sociale, telles que le logement abordable, les installations culturelles et sportives.

## Mesures en faveur de la classe moyenne

Par ailleurs, et après la baisse d'impôts pour la classe moyenne, entrée en vigueur le 1er janvier dernier, M. Morneau a annoncé d'autres mesures en faveur de cette frange de la société, notamment la création de l'allocation canadienne pour enfants, qui sera non imposable et remplacera, à compter de juillet, la prestation universelle pour la garde

des enfants, établie par les Conservateurs (qui était imposable).

Le gouvernement Trudeau a aussi annoncé des modifications aux règles d'admissibilité à l'assurance-emploi, au moment où certaines régions sont très affectées par la chute des cours du pétrole, notamment en Alberta et en Saskatchewan, outre des mesures en faveur des personnes âgées et démunies, des vétérans et anciens combattants, du logement social, de l'éducation et de l'enseignement, de la culture etc.

## Les peuples autochtones ne sont pas du reste

M. Morneau a, en outre, indiqué qu'Ottawa prévoit des investissements de 8,4 milliards en cinq ans pour l'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones.

Conscient aussi que la protection de l'environnement va de pair avec la croissance économique, M. Morneau a souligné que le premier budget libéral propose de fournir près de 2,9 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2016-2017, afin de lutter contre les changements climatiques et la pollution de l'air.

Concernant le cadre pancanadien pour la croissance propre, le gouvernement s'est engagé aussi à créer le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone auquel le budget y consacre 2 milliards de dollars sur deux ans, à compter de 2017-2018.

Toutefois, malgré cette batterie de mesures annoncées, l'opposition a

*Lire la suite : Page 5*

Première consultation téléphonique gratuite

**Me Nawal Benrouayene**  
(Avocate-Lawyer)



Tél.: 450-396-4004 ou 514-699-1888  
info@benrouayene-avocat.com  
http://www.benrouayene-avocat.com

1384, boulevard Jean-Talon Est, #204, Montréal (Métro Fabre)  
45 place Charles Lemoyne Bur. 104 Longueuil (Métro Longueuil)  
383, Cartier Ouest, Laval H7N 2K5

Trois  
adresses



vivement critiqué en bloc le contenu du premier budget Morneau.

## **Les conservateurs crient à l'imprudence**

Ainsi, la chef de l'opposition et chef par intérim du Parti conservateur, Rona Ambrose, a déclaré que le déficit de 29,4 milliards de dollars est carrément «imprudent», tout en qualifiant le budget de «scénario cauchemardesque pour les contribuables, qui seront obligés de payer la facture de la folie dépensière annoncée par les Libéraux».

«Avec ce budget, les contribuables vont devoir payer pour les dépenses hors de contrôle des Libéraux, qui vont mener à plus de gaspillage et de mauvaise gestion», a-t-elle dénoncé, ajoutant que «le plus décevant est l'absence d'un quelconque plan pour l'emploi afin d'aider les Canadiens à trouver du travail».

Selon Mme Ambrose, M. Trudeau

avait pris trois engagements envers les Canadiens : maintenir le déficit sous la barre des 10 milliards de dollars, rééquilibrer le budget en quatre ans (d'ici 2019) et être fiscalement responsable.

«Aujourd'hui, il a brisé toutes ces promesses», a-t-elle déploré, avant de rappeler que le Parti libéral a hérité des finances du pays avec un budget équilibré, un fardeau fiscal le plus bas en 50 ans et un excellent bilan de création d'emplois, grâce à la solide gestion économique des Conservateurs.

## **Les néo-démocrates dénoncent des promesses-clés non tenues**

Moins surpris par l'ampleur du déficit budgétaire que les Conservateurs, le chef des Néo-Démocrates Thomas Mulcair, a surtout reproché aux Libéraux d'avoir rompu des «promesses-clés» énoncées pendant

la campagne électorale.

«Les Canadiens avaient de grandes attentes en vue du tout premier budget libéral, Le gouvernement ne leur a offert qu'une occasion ratée pour réduire les inégalités économiques et des promesses brisées».

Pour M. Mulcair, «la liste des laissés-pour-compte comprend les enfants des Premières Nations, les aînés en situation de pauvreté et les travailleurs qui ont besoin de recevoir de l'assurance-emploi», ainsi que les PME.

En raison de ces lacunes, a-t-il insisté, il est difficile que les députés du Nouveau Parti démocratique puissent donner leur aval à ce budget, soutenant que le gouvernement Trudeau a «raté l'occasion de s'engager réellement sur la voie du changement».

«Malheureusement, le budget présenté n'offre pas le changement pro-

## *Suite de la Page 4*

mis par le premier ministre de réduire l'écart entre les riches et la majorité des Canadiens», a-t-il regretté.

Alors que le retour à l'équilibre budgétaire, que les Libéraux avaient promis, en pleine campagne électorale, au plus tard en 2019-2020, n'est plus dans le viseur de MM. Trudeau et Morneau, pour, au moins, les cinq prochaines années, le grand argentier du Canada n'écarte pas non plus la possibilité que les investissements substantiels prévus par le gouvernement puissent booster l'économie du pays pour renflouer les caisses de l'Etat au point de sortir Ottawa de l'ornière des déficits en 2021 et ainsi bâtir un Canada «plus fort, plus prospère et plus prometteur».

Rédaction / MAP



## Québec : Budget 2016-2017

# Entre satisfaction du patronat et mécontentement des syndicats

Alors que le Québec continue de traverser une période marquée par une politique de «rigueur budgétaire» selon les uns, et d'«austérité» et de «compressions» pour les autres, le ministre des Finances Carlos Leitao a présenté, le mois de mars dernier, son budget au titre de l'exercice 2016-2017, qui prévoit un surplus de plus de 2 milliards de dollars.

Alors que M. Leitao s'est dit fier de la présentation d'un deuxième budget équilibré consécutif en trois ans et d'un nouveau plan économique qui permettront de relever les nouveaux défis et enjeux qui freinent la croissance économique du Québec, l'opposition et les syndicats ont affiché leur grand mécontentement et décoché leurs flèches envers le gouvernement, arguant que les mesures annoncées ne serviront en rien la relance de l'économie de la province, au moment où le Patronat, lui, s'est dit satisfait et rassuré de ces nouvelles actions.

Rappelant que c'est la première fois depuis mars 2008 qu'un gouvernement présente deux budgets équilibrés consécutifs, M. Leitao a tenu à souligner que le rétablissement de finances publiques «saines et équilibrées», combiné aux mesures mises en oeuvre ont déjà permis à l'Exécutif de réaliser son objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire l'année dernière et de le maintenir pour les cinq prochains exercices.

Même si le ministre a insisté que le budget 2016-2017 sera celui de l'ambition, de la réussite et de la capacité à bâtir un Québec moderne et prospère, les trois partis de l'opposition sont montés au créneau pour flageller illico presto l'argentier de la province, estimant que le gouvernement vient une fois de plus, avec ce nouveau plan financier, de faire preuve de son incapacité à relancer l'économie québécoise.

Dans ce sens, le Parti québécois (PQ), la Coalition Avenir Québec (CAQ) et Québec solidaire (QS) ont soutenu que ce budget cache une situation économique toujours «précaire» et une austérité qui se

poursuit, contrairement à ce que laisse entendre l'équipe de M. Couillard, affirmant que les surplus budgétaires annoncés en grande pompe avaient été engrangés au détriment des contribuables et des familles.

Pour le PQ, «l'austérité se poursuit» et l'équilibre budgétaire n'est que «la grande diversion libérale pour cacher la stagnation économique et l'austérité toujours présentes».

Critiquant la croissance «famélique» des dépenses en santé et la hausse de 3 pc des dépenses prévue en éducation, soit un taux inférieur à la moyenne de la décennie ayant précédé le gouvernement Couillard, le parti a ajouté que les Libéraux n'ont toujours pas honoré leurs engagements concernant la création d'emplois.

A cet égard, les Péquistes ont déclaré que «la promesse électorale de créer 250.000 emplois sur cinq ans, devenue une cible, puis un mythe, est maintenant portée disparue», faisant savoir qu'il ne s'est créé aucun emploi depuis le début de l'année en cours et, pour l'ensemble de l'année 2016, ce sont moins de 30.000 emplois qui sont prévus.

Même son de cloche chez la CAQ qui s'est dite «profondément déçue» de la baisse très faible du fardeau fiscal des Québécois qui ne pourront pas mieux respirer financièrement et calmer leurs angoisses vis-à-vis de la hausse du coût de la vie, tout en déplorant l'absence d'un véritable plan de relance économique.

Selon les Caquistes, c'est tout simplement un «budget trompe-l'œil» : la croissance économique du Québec est «anémique» depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral et cette faiblesse persistante de l'économie annonce des jours difficiles pour les contribuables et le financement de leurs programmes sociaux.

Pour sa part, Québec Solidaire a regretté que le gouvernement libéral accorde si peu de valeur aux générations montantes québécoises alors que le Budget 2016-2017 devait prioriser l'éducation.

«Le gouvernement Couillard promettait un signal fort pour l'éducation, mais il ne trompera personne!

Comment prétendre que ce budget accorde la priorité à l'éducation quand on n'y consacre que des miettes?», s'est interrogé le parti qui a affirmé que le budget de Carlos Leitao confirme le statut du Québec comme «champion de l'austérité».

Leur emboitant le pas, les syndicats ont également fait part de leur déception de ce budget, estimant que les réinvestissements promis dans les services publics sont trop timides, alors que le coup de fouet nécessaire pour booster l'économie n'est pas au rendez-vous.

Dans ce cadre, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) a qualifié d'«extrêmement décevant» ledit budget, ajoutant que M. Leitao et le gouvernement, dans son ensemble, ont tout en main pour administrer un «électrochoc» à l'économie du Québec, mais force est de constater qu'ils maintiennent malheureusement les services publics, les programmes sociaux et l'emploi dans un «état de torpeur».

Pour sa part, la Fédération des Travailleurs et Travailleuses du Québec (FTQ) a souligné qu'en annonçant des mesures timides pour relancer l'économie et en poursuivant son obsession de l'atteinte de l'équilibre budgétaire, le gouvernement manque son coup pour relever les défis importants, notamment en matière d'emploi.

Selon la FTQ, certains des éléments du budget ne sont en fait que des modifications des mesures d'austérité que les Libéraux avaient eux-mêmes mis en place, ce qui signifie que le gouvernement ne fait que «colmater les brèches qu'il a lui-même ouvertes».

La Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec (FIQ) a averti, elle, que ce budget fera encore plus mal aux patients, car pour une troisième année consécutive, le secteur de la santé et des services sociaux fera face à d'importantes compressions qui «envoient le système public aux soins intensifs».

A la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), qui représente les deux tiers des enseignants du primaire et du secondaire, les responsables se

sont dits grandement déçus, d'autant plus que M. Couillard avait promis un signal très fort en faveur de l'éducation dans ce budget. Selon eux, les sommes annoncées ne feront que maintenir les acquis et non pas réparer les compressions budgétaires passées et encore moins développer le réseau éducatif.

Face à la levée de boucliers de l'opposition et des syndicats, le Conseil du Patronat du Québec (CPQ) est venu à la rescousse du gouvernement, en soutenant que ce budget constitue au contraire une note positive dans un contexte où le défi est grand et la marge de manœuvre demeure modeste.

Ainsi, le Conseil a affirmé que le gouvernement a répondu à plusieurs demandes, notamment celles du milieu des affaires, relevant le budget 2016-2017 lance un message positif pour le développement économique et plus largement la prospérité du Québec, même s'il reste beaucoup de travail à faire.

Pour le CPQ, bien que le gouvernement ne disposait pas d'une marge de manœuvre extraordinaire pour investir dans de nouvelles initiatives, il le fait cependant dans l'éducation, l'innovation, l'exportation et dans plusieurs autres domaines, même si ces mesures seront réparties dans le temps et leurs impacts ne se feront probablement pas sentir de manière significative à court terme.

Malgré les critiques acerbes suscitées par les dispositions et mesures prévues par le nouveau budget, le tandem Couillard-Leitao se montre confiant et assure que ce plan budgétaire marque une étape importante dans la concrétisation des engagements pris par les Libéraux en matière de gestion des finances publiques et de développement économique de la province, qui sera dorénavant mieux positionnée pour relever les défis de demain qui freinent sa croissance économique.

MAP

## Réaction du Parti Québécois

# Un budget équilibré au prix d'un déséquilibre dans le budget des familles et d'une stagnation économique

**E**n réaction au dépôt du budget du gouvernement du Québec, le porte-parole du Parti Québécois en matière de finances et de revenu, Nicolas Marceau, a indiqué que l'équilibre budgétaire est la grande diversion libérale pour cacher la stagnation économique et l'austérité toujours présentes, alors que les familles, les élèves et les patients perdent et n'obtiennent rien de plus.

### Détérioration des finances publiques et de l'économie

« Le bulletin d'un ministre des Finances se mesure à l'état de l'économie, par la création d'emplois, et à l'état des finances publiques, par le ratio dette/PIB. Globalement, l'état des finances publiques se détériore. Alors que le poids de la dette dans notre économie devait être de 54 % au 31 mars 2016, le budget nous apprend qu'il est en réalité de 55 %. Une conséquence directe des compressions budgétaires du gouvernement libéral, qui ont miné la croissance économique. Depuis juin 2014, c'est véritablement le "limbo des prévisions" : elles descendent toujours plus bas. L'effet libéral, c'est prévoir 2 % de hausse du PIB pour 2015 et n'arriver, finalement, qu'à la moitié : 1,1 %. Pour 2016-2017, l'effet libéral retranchera un milliard de revenus autonomes à ce qui était prévu dans le budget l'an dernier. Deux ans d'austérité, cela a donné un ratio dette/PIB qui augmente constamment », a déclaré Nicolas Marceau.

« En matière de richesse, le Québec a reculé par rapport à l'Ontario en 2014 et en 2015, alors qu'il y avait

plutôt un rattrapage depuis 2000. De nombreux projets économiques sont annulés, le Québec perd du terrain. Les régions ont perdu leurs outils de développement, le Québec a perdu des emplois, des sièges sociaux, et les Québécois ont perdu confiance envers le gouvernement », a poursuivi le porte-parole.

### La promesse des 250 000 emplois portée disparue, l'investissement privé à 0 %

« La promesse, devenue une cible, puis un mythe, de créer 250 000 emplois est maintenant portée disparue. Il ne s'est créé aucun emploi depuis le début de l'année et, pour l'ensemble de l'année 2016, ce sont moins de 30 000 emplois qui sont prévus », a ajouté le député.

« L'investissement des entreprises est en baisse de 4,7 % en 2015, et se chiffre à 0 % en 2016. Le gouvernement ne prévoit aucune augmentation de l'investissement des entreprises et rien pour changer la donne. Ça ne s'invente pas : 245 pages de mesures générant 0 % d'investissement des entreprises. Les libéraux proposent quelques mesures économiques, mais ils n'y croient pas eux-mêmes. J'insiste : en 2016, 0 % d'investissement et la création de moins 30 000 emplois. L'ensemble de l'œuvre ne tient pas la route », a indiqué Nicolas Marceau.

« Les quelques mesures économiques proposées représentent uniquement la moitié de ce que prévoyait le plan économique du Parti Québécois. Comme à son habitude, le gouvernement libéral fait les choses à moitié et fait du recyclage. Pour le secteur manu-

facturier, la politique économique a été pelletée dans la cour d'Hydro-Québec. Non seulement la majorité des sommes est prévue en 2019 et en 2020 mais, de plus, les deux tiers des sommes dédiées à aider le milieu manufacturier proviennent d'Hydro-Québec, pour des baisses de tarifs d'électricité », a-t-il aussi précisé.

### Éducation : nettement insuffisant

« Les Québécois ne doivent pas être dupes. Des 164 millions de nouvelles mesures investis dans la réussite scolaire, 80 avaient été déjà annoncés. Le premier montant de 80 millions était déjà insignifiant; le nouveau l'est tout autant. C'est 0,5 % du budget de l'éducation! La hausse de 3 %, prévue cette année, est inférieure à la moyenne des 10 années ayant précédé le gouvernement Couillard. Pourtant, les besoins pour soutenir la persévérance scolaire et les élèves en difficulté, notamment, sont toujours aussi présents. Durant les deux dernières années, le gouvernement libéral a coupé des centaines de millions de dollars dans nos écoles, nos cégeps et nos universités. Si la moyenne historique des dépenses avait été seulement maintenue ces deux dernières années, nous aurions, pour 2016-2017, un milliard de plus dans le réseau. Les efforts minimes consentis par le gouvernement sont nettement insuffisants », estime Nicolas Marceau.

### Santé : la grande perdante

« En santé, nous parlons de 2 % d'augmentation des dépenses consolidées, du jamais vu. C'est le plus petit investissement en santé depuis

15 ans. Les compressions dans le secteur de la santé se poursuivront, le réseau et les patients sont les plus grands perdants de ce budget. Le ministre de la Santé se lance dans des réformes de structures, sans amélioration des soins aux patients et aux aînés. Le président du Conseil du trésor le dit lui-même : la croissance des dépenses est principalement attribuable à l'impact des ajustements salariaux. Que reste-t-il pour les patients? Le niveau de dépenses prévu démontre que l'austérité se poursuit et se poursuivra au cours des prochaines années », a ajouté le député de Rousseau.

### Rien de plus pour les familles

« Encore une fois, le gouvernement libéral admet son erreur, mais seulement à moitié et seulement pour une portion des familles. La "dette CPE", soit la taxe famille, sera toujours appliquée. Le gouvernement du Québec réussit à équilibrer son budget sur le dos des citoyens, alors que les familles ne réussissent pas à équilibrer le leur. La baisse du fardeau fiscal pour cette année est de 130 millions, c'est-à-dire 60 \$ par famille. Pour résumer, disons simplement que depuis deux ans, l'effet libéral coûte annuellement 1500 \$ à chaque famille québécoise, sans calculer les frais accessoires du ministre de la Santé et les hausses récentes des tarifs d'électricité. Pour être encore plus clair, les familles n'auront absolument rien de plus cette année dans leurs poches. Il s'agit d'un remboursement très incomplet : 1500 \$ moins 60 \$ donne 1440 \$ de hausse du fardeau fiscal après le budget 2016-2017 », a conclu le porte-parole du Parti Québécois.



**MARIA HOUEM**

LL.B, LL.M, LL.D (Ph.D.)

**(Avocate / Lawyer)**



- Droit de l'immigration
- Droit de la famille
- Problèmes liés à la Protection de la Jeunesse
- Droit criminel
- Expertise en droit marocain

3333, Chemin Queen-Mary, Bureau 442 Montréal (Qc) H3V 1A2  
Tél: (514) 731- 5858 Fax: (514) 286-8203

mariahouemavocate@hotmail.ca

**ÉCOLE DE CONDUITE AMEL**

Reconnue par la SAAQ

Instructeurs qualifiés et expérimentés

Cours jour, soir, fin de semaine; Instruction en Français  
Anglais ou Arabe

**Votre réussite nous tient à coeur !**

3300, Boul. Rosemont, Suite 100  
Montréal (Qc) H1X 1K2  
Bus 67, 197 et 467  
Tél. (514) 729 6330

Nous louons les Voitures  
(automatiques / manuelles)  
pour l'examen

EXAMEN





## Lutte contre les Changements climatiques

# Un plan canadien ambitieux qui se veut à la hauteur des défis

Pour honorer l'engagement pris lors de la dernière campagne électorale et à la Conférence de Paris sur le climat, Justin Trudeau est passé à l'action, en entamant les discussions, rompues sous le règne des Conservateurs, avec ses homologues des provinces et des territoires, en vue d'aboutir à un plan ambitieux de lutte contre les changements climatiques, qui soit à la hauteur des défis environnementaux à relever et des attentes de la population et de la communauté internationale.

### **Rattraper le temps perdu sous les conservateurs**

Avant même la rencontre, tenue le 10 mars dernier à Vancouver, le Premier ministre canadien avait appelé ses homologues provinciaux et territoriaux à agir pour rattraper le temps perdu depuis une décennie sous la gouverne conservatrice en matière de lutte contre le réchauffement climatique, surtout que le nouveau gouvernement libéral, entré en fonction depuis quelques mois seulement, s'est présenté à la COP21 avec une cible qu'il a qualifiée de "plancher" pour la réduction des émissions de Gaz à effet de serre (GES), établie par le gouvernement conservateur sortant de Stephen Harper: baisse de 30 pc des émissions d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005.

Cependant, tous les observateurs s'entendaient pour dire que malgré son enthousiasme et son optimisme, M. Trudeau allait se buter, pour concrétiser la transition du Canada vers une "économie plus propre et durable", génératrice de nouveaux emplois et d'opportunités pour les Canadiens, aux réticences de certaines provinces, notamment au sujet de la fixation d'un prix unique canadien du carbone pour contribuer à la réduction des émissions, auquel tenait mordicus le Premier ministre depuis la campagne électorale.

### **Face à la réticence de l'Ouest**

Conscient de l'ampleur du défi à relever pour rétablir la réputation internationale du Canada en matière de protection de l'environnement, M.

Trudeau a tenu à mettre les Premiers ministres des provinces et territoires face à leurs responsabilités, afin de concrétiser ce futur plan pancanadien qui permettra au pays de faire partie des "chefs de file" de cette "nouvelle croissance économique verte à faibles émissions de carbone".

Pour donner forme à sa nouvelle vision en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, il a annoncé à la veille de la rencontre de Vancouver la création de deux nouveaux fonds, totalisant plus de 125 millions de dollars, pour aider les municipalités et stimuler les innovations vertes par la promotion de projets d'infrastructures respectueux du climat.

Bénéficiant du large soutien de la population qui aspire à voir s'effacer l'image de "mauvais élève" et de "cancer" collée au Canada en matière de lutte contre le réchauffement de la planète depuis une décennie à cause des Conservateurs, M. Trudeau a soutenu à Vancouver que l'environnement "ne doit pas devenir un enjeu partisan", tout en appelant à un vrai dialogue constructif et fructueux fédéral-provinces et à la conjugaison des efforts pour s'attaquer aux défis que représentent les changements climatiques.

### **La tarification du Carbone fait monter la tension**

Toutefois, malgré le ton rassembleur et fédérateur du Premier ministre, les tensions et les dissensions étaient bien palpables concernant la tarification du carbone entre plusieurs provinces, dont certaines refusaient catégoriquement l'idée et invitaient le gouvernement d'Ottawa à faire preuve de flexibilité dans ce sens.

D'ailleurs, dès le début des discussions, certaines provinces ont tenu à manifester leur opposition à cette taxe sur le carbone, déjà adoptée en Colombie Britannique et en Alberta, comme la Saskatchewan et la Nouvelle-Ecosse, tandis que d'autres comme le Québec et l'Ontario, qui ont déjà une bourse du carbone en partenariat avec l'Etat de Califor-

nie, n'ont pas souhaité que le gouvernement fédéral s'ingère dans leurs mécanismes de tarification déjà en place.

Ne réussissant pas à parvenir à un terrain d'entente sur un prix unique sur le carbone, M. Trudeau et ses homologues provinciaux et territoriaux se sont donnés un nouvel échéancier jusqu'à octobre prochain afin d'arrêter le nouveau mécanisme de tarification ainsi que ledit plan de lutte contre les changements climatiques, tout en laissant entendre que la transition vers une économie propre va passer par une vaste gamme de mesures, dont le prix sur le carbone, qui constituera "un élément important de la solution".

### **Les spécificités provinciales seront respectées par Ottawa**

Par ailleurs, les Premiers ministres des provinces et des territoires semblent avoir obtenu du gouvernement fédéral la flexibilité qu'ils réclamaient, Justin Trudeau ayant confirmé qu'Ottawa ne viendrait pas "refaçonner" les mécanismes mis en place dans les provinces qui ont déjà tarifé le carbone.

A cet égard, il a été décidé de mettre sur pied quatre groupes de travail, dont l'un chargé d'étudier les mécanismes d'instauration d'un prix fixe du carbone, qui soumettront par la suite leurs conclusions et recommandations qui serviront à concevoir le plan pancanadien de lutte contre les changements climatiques, permettant ainsi au pays de respecter ses engagements internationaux.

M. Trudeau a déclaré que ce futur plan sera adapté aux différentes réalités provinciales et territoriales, notamment "aux réalités des peuples autochtones et des régions arctiques".

De son côté, le gouvernement d'Ottawa s'est engagé notamment à investir "massivement" dans les infrastructures vertes et énergétiquement efficaces, à accélérer l'électrification des transports en collaboration avec les provinces et les territoires, à faire progresser les efforts d'élimination du diesel dans les com-

munités autochtones, éloignées ou nordiques, pour le remplacer par de l'énergie renouvelable et propre, et à doubler sur cinq ans les investissements dans la recherche et le développement ainsi que dans l'énergie propre.

### **Consensus provincial/Fédéral acquis**

Même si toutes les parties n'étaient pas sur la même longueur d'onde au début des discussions, donnant lieu parfois à des échanges tendus, et en dépit de la longueur du processus de conception de ce plan attendu pour octobre prochain, comme le soulignent les groupes écologiques, la Déclaration de Vancouver a, néanmoins, permis à M. Trudeau et aux Premiers ministres des provinces et territoires de parvenir à un consensus et d'établir les principes qui les guideront pour faire de la nouvelle vision du Canada en matière de lutte contre le réchauffement climatique une réalité.

Cette réalité, comme le soutient M. Trudeau, garantira aux Canadiens un avenir plus prospère, basé essentiellement sur une croissance économique plus propre, plus forte et plus résiliente, permettra au pays de retrouver la place qui lui revient au sein du concert des nations après une décennie d'inaction des Conservateurs dans le domaine de l'environnement et de traduire dans les faits le "vrai changement" opéré par les Libéraux et le "come-back" effectif du Canada pour contribuer à l'effort international afin de limiter le réchauffement de la planète entre 1,5 à 2 degrés Celsius par rapport à l'ère préindustrielle.

*Source : MAP & Rédaction*

## Politiques migratoires du Maroc et société civile

# Quelle (nécessaire) implication ?



Par Abdelkrim BELGUENDOZ  
Universitaire, chercheur, spécialisé  
en migration

Vers la fin du mois de mars dernier, a eu lieu à Rabat un séminaire organisé par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, en partenariat avec le Conseil national des droits humains (CNDH) sur le thème suivant : "Politiques migratoires : Quel rôle pour la société civile ?"

Lors de la séance d'ouverture, ont pris la parole successivement : le ministre Anis Birou, Driss El Yazami, en tant que président du CNDH, Younes Mihoubi, sous-ministre adjoint, ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion au Québec, Canada, Papa Omar Diatta, Chancelier des affaires étrangères et directeur adjoint de l'assistance et de la promotion des Sénégalais de l'extérieur.

Ce forum est le bienvenu pour constituer un moment de débat et d'échange sur un thème d'une très grande importance : comment, au Maroc, impliquer la société civile dans la préparation, l'élaboration et le suivi des politiques migratoires au pluriel, sachant que ces politiques concernent des aspects multidimensionnels ? A cette occasion, nous développerons ici quelques treize remarques et / ou propositions, dont certaines seulement ont pu être évoquées brièvement par nous-même lors du peu de temps accordé au débat général avec la salle, lors des trois séances organisées

### Ne pas occulter ou marginaliser le dossier MRE

1 - Le thème inscrit à ce forum est pertinent : " Politiques migratoires : quel rôle pour la société civile ?". Par politiques migratoires, on entend

normalement pour le Maroc aussi bien les politiques multidimensionnelles liées à l'immigration étrangère au Maroc, que les politiques multisectorielles concernant la communauté marocaine résidant à l'étranger. Or le programme élaboré par les organisateurs de la rencontre ne concerne pour le Maroc que la dimension immigration étrangère au Maroc. Ce n'est pas la première fois que le débat est strictement limité, éliminant toute discussion en même temps sur les politiques publiques en direction des MRE. Ainsi, lors d'un récent séminaire organisé par le même ministère et l'OIM, portant le titre "Médias et migrations", les exposés ont été cantonnés à l'immigration étrangère au Maroc.

Finalement, si le débat sur l'immigration étrangère au Maroc est bien entendu souhaitable et même nécessaire, on se rend compte de plus en plus que les responsables rechignent à mettre en débat tout aspect des politiques marocaines concernant la communauté marocaine résidant à l'étranger. Pourtant, le ministère est aussi et c'était sa mission initiale, chargé des Marocains résidant à l'étranger. De même, s'agissant du CNDH, il faut bien relever que les droits humains forment un tout, qu'ils sont indissociables et pour les migrants, on ne peut les évoquer uniquement pour les étrangers au Maroc, et ne pas s'interroger sur les droits multidimensionnels des Marocains résidant à l'étranger. Sur ce plan, faut-il encore sensibiliser la présidence du CNDH, alors que celle-ci assure au même moment la présidence du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) !?

### Élargir et dynamiser l'Observatoire des Migrations

2 - Concernant les étrangers au Maroc, un espace de dialogue et de concertation est indispensable. Si l'article 163 de la constitution ne concernait pas une institution dédiée spécifiquement à la communauté marocaine résidant à l'étranger, on aurait pu, peut être, intégrer le dossier des étrangers au Maroc, dans une institution qui s'occupe également des Marocains résidant à l'étranger. En l'état actuel des choses, nous reprendrons une de nos suggestions présentée publiquement à plusieurs reprises depuis bien longtemps.

L'observatoire des Migrations, créé en 2003 et dépendant jusqu'à maintenant du ministère de l'intérieur, nous paraît cet espace adéquat. Sa

composition est à élargir notamment aux syndicats, aux ONG de l'immigration, aux chercheurs etc, pour constituer notamment un espace de réflexion, d'étude, de concertation, d'échange, voir de médiation pour les aspects concernant l'immigration étrangère au Maroc.

Le fait que l'Observatoire des Migrations dépende du ministère de l'Intérieur, ne constitue nullement, à notre sens, un obstacle, dans la mesure où la nouvelle politique migratoire du Maroc, lancée à l'initiative du Roi Mohammed VI en septembre 2013, est basée sur le respect des droits de l'Homme qui s'impose à tous.

3 - Dire officiellement que le ministère chargé des MRE et des affaires de la migration, a mis en place un outil permanent de consultation et de concertation avec le tissu associatif, c'est aller vite en besogne. Déclarer aussi que les acteurs associatifs ont été également impliqués étroitement dans les concertations relatives aux projets de lois sur la traite des êtres humains, l'asile et la migration, est un pur abus de langage.

Certes, trois réunions d'information ont eu lieu de manière générale sur la nouvelle politique migratoire, mais il n'y a pas un outil permanent de concertation en bonne et due forme en la matière. De plus, même ces réunions d'information ont cessé depuis près de deux ans, et le retard observé dans la préparation des projets de lois sur l'asile et la migration, n'a même pas été mis à profit par le gouvernement pour assurer véritablement cette concertation avec la société civile.

### Impliquer démocratiquement la société civile MRE

4 - En cette période, on ne peut passer sous silence les politiques du Maroc en direction des Marocains résidant à l'étranger : absence de stratégie nationale globale et intégrée en la matière ; remise en cause d'un certain nombre de droits sociaux comme pour les Marocains aux Pays-Bas, en raison notamment d'une diplomatie sociale improductive et de l'absence d'implication saine et ouverte de la société civile MRE en Hollande ; déficit de protection par le Maroc des droits notamment des Marocains du troisième âge en France ; échec de la politique d'encadrement religieux de la communauté marocaine résidant à l'étranger par les institutions marocaines concernées ; résultats très mitigés de l'ac-

tion d'enseignement de la langue arabe (et amazigh) et de la culture d'origine aux MRE par la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger...

5 - L'agenda législatif au Maroc montre aussi des déficiences dans le domaine suivant : un retard énorme par le gouvernement, dans la préparation de la loi sur l'asile et la loi qui doit remplacer la loi 02-03 sur l'entrée et le séjour des étrangers au Maroc, l'émigration et l'immigration irrégulières, sans que par ailleurs une nouvelle fois, la société civile ne soit réellement associée à cette réflexion préparatoire

Deux problèmes de l'heure : la représentation parlementaire des MRE et l'institution d'un CCME démocratique, efficient et transparent

6 - C'est le site officiel du CCME lui-même qui rappelle une des obligations des responsables de cette institution : " Le dahir portant création du Conseil ( le CCME ), lui confère la mission d'élaborer des avis sur la composition du futur conseil et sur les modalités de participation des émigrés marocains à la vie démocratique de la nation. L'élaboration de ces avis devra être précédée par une large concertation que le Conseil est tenu de mener avec les acteurs des communautés marocaines à l'étranger, les acteurs politiques et les institutions concernées au Maroc même ". Or force est de constater qu'aucun de ces avis n'a été préparée et même la concertation nécessaire, notamment avec la société civile MRE, n'a jamais eu lieu.

7 - Voilà pourquoi, le dialogue qui vient d'être entamé entre le gouvernement et l'ensemble des partis politiques pour réformer le code électoral à l'horizon des législatives marocaines du 7 octobre 2016, montre l'urgence d'aborder sagement, objectivement et démocratiquement la question des droits politiques des citoyens marocains à l'étranger par rapport au Maroc. La lecture d'arrière garde et très restrictive que fait le gouvernement de l'article 17 de la Constitution de 2011, ne peut être acceptée, notamment pour des raisons que nous avons déjà développées dans un autre article.

L'effectivité de la citoyenneté intégrale des MRE doit être réalisée à l'occasion des prochaines élections législatives, en permettant enfin la députation des citoyens marocains résidant à l'étranger à partir des pays de résidence. Les problèmes techniques, logistiques et organisa-



## Suite de la Page 9

tionnels évoqués constamment par le département de l'Intérieur, sont moins l'expression d'un manque de savoir-faire, que celle d'une certaine forme de paresse administrative et plus fondamentalement, de l'absence flagrante de volonté politique ! Comment en effet invoquer le caractère insurmontable de ces difficultés, alors que des pays comme l'Algérie et la Tunisie parviennent à organiser pareilles élections à l'extérieur ?

Pour assumer réellement leur devoir, les responsables marocains devraient, à notre sens, s'appuyer aussi sur l'apport de la société civile MRE, un paysage associatif dynamique et multiforme, qui doit être impliquée étroitement aussi bien au niveau de la préparation du processus électoral à l'étranger, que de son déroulement, de son contrôle et de son suivi. Or force est de constater que, visiblement, l'application saine et démocratique des dispositions de l'article 17 de la constitution, ne constitue pas une priorité du gouvernement Benkirane.

### CCME et société civile MRE

8 - Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) institué depuis fin décembre 2007, est déjà plus qu'un espace de concertation et d'échange. C'est une instance consultative sur tous les aspects qui concernent les politiques publiques marocaines concernant les citoyens marocains à l'étranger. C'est une instance également de veille et de prospective.

Mais on constate qu'au niveau de sa composition initiale, qui n'est d'ailleurs pas achevée plus de huit années après (37 nommés sur 50 prévus), la société civile MRE avait vivement réagi au manque de sérieux et d'ouverture dans les "consultations" menées, à l'absence de transparence dans la liste proposée par l'ex-CCDH aux nominations du CCME. De même, le bilan de ce conseil est négatif : aucun avis consultatif et aucun rapport stratégique. Or le projet de loi transmis par le ministère chargé des MRE et des affaires de la migration au secrétariat général du gouvernement, ne tient nullement compte des attentes maintes fois exprimées par la société civile MRE en termes de démocratie, de représentativité, de transparence et d'efficacité du futur CCME constitutionnalisés.

Par son architecture, son mode de composition et de fonctionnement, les concepteurs de ce futur conseil, qui n'ont entrepris aucune concertation démocratique préalable avec la société civile MRE concernée au premier chef, voudraient nous ra-

mener bien arriéré, avec un esprit de main-mise et de tutelle sur le tissu associatif MRE, pire que dans les années de plomb avec les "Amicales"...

### Impliquer démocratiquement la société civile MRE au sein de la Fondation Hassan II

9 - Un autre acteur institutionnel chargé de la gestion du dossier MRE, n'a jamais impliqué correctement la société civile MRE, et son fonctionnement n'est pas conformé à la loi n° portant sa création. Ainsi en est-il de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, dont la composante MRE au niveau de son comité directeur, est limité aux "Amicales" de triste mémoire.

Par ailleurs, il n'existe aucune concertation avec qui que ce soit, puisque le comité directeur qui doit se réunir au moins deux fois par an, ne s'est pas réuni depuis 16 ans ! Où est alors la reddition des comptes ? Que fait-on du principe constitutionnel selon lequel, toute prise de responsabilité doit être suivie de présentation du bilan en assumant toutes les conséquences ?

### Respecter l'article 18 de la constitution

10 - Si la société civile est un acteur incontournable dans la réussite des politiques migratoires, on ne peut dire, concernant la nouvelle politique migratoire du Maroc, que le tissu associatif de l'immigration étrangère soit impliqué en la matière. Il en est de même des politiques en direction des MRE. L'article 18 de la constitution concernant la nécessaire démarche en termes de démocratie participative impliquant la société civile MRE dans toutes les institutions consultatives nationales, n'est nullement mis en application.

Même au niveau de la stricte composition de ces institutions, la composante MRE n'est nullement représentée : CNDH, Conseil économique, social et environnemental, Conseil supérieur de l'Éducation...

### Garantir le pluralisme nécessaire.

11 - Au total, le débat au Maroc sur politiques migratoires et société civile, doit prendre en considération tous les aspects des politiques migratoires concernant aussi bien l'immigration étrangère au Maroc que la communauté marocaine résidant à l'étranger. On ne peut faire l'impasse sur le dossier multidimensionnel des citoyens marocains à l'étranger. Par ailleurs, l'implication et l'association de la société civile MRE, ainsi d'ailleurs que des

ONG de l'immigration doit être réelle, ouverte et démocratique.

Or même la démarche de préparation de ce séminaire sur les rôles de la société civile en relation avec les politiques migratoires, s'est faite sans associer étroitement la société civile concernée ! De même, des chercheurs ont été empêchés de présenter des communications, sous prétexte que le programme était déjà finalisé... Par ailleurs, beaucoup d'acteurs associatifs sur le terrain, en particulier au niveau de l'oriental du Maroc, des provinces du Nord ainsi que celles du Sud, n'ont pas été invitées, faisant l'objet d'un ostracisme. Il est vrai que ces derniers n'ont pas nécessairement de conventions de partenariat avec le ministère pour certains projets, mais ces ONG sont très actives sur le terrain et sont connues normalement du CNDH.

Il s'agit en particulier d'un certain nombre d'ONG regroupées dans le Collectif Civil Migration et Asile et comprenant notamment : l'association Béni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité (ABCDS, Oujda), ARMID (Tanger), l'association Rif des droits de l'Homme (ERDH, Nador), Charakat Agraaw (Nord du Maroc), ASMED (Laâyoune, sud du Maroc).

Sur tous ces points et pour l'avenir, le ministère doit être le garant du pluralisme nécessaire, qui n'a nullement été respecté par son partenaire au niveau de l'organisation du forum en question.

Nécessité de soumettre les discours institutionnels au débat

12 - Par ailleurs, comment prétendre mener un débat sur les politiques migratoires du Maroc en concevant la société civile comme une force de réflexion et de proposition pour la construction des politiques migratoires en matière de migration, alors qu'on n'associe même pas la société civile à la préparation d'un forum qui la concerne au premier chef !? Comment en plus prétendre faire jouer à la société civile un rôle incontournable dans l'évaluation des politiques publiques migratoires, en monopolisant la séance d'ouverture sans la moindre association de la société civile, en se retirant au niveau des responsables sans la moindre discussion dès qu'ils terminent leurs discours et en faisant prendre aux travaux du forum un retard énorme, ce qui réduit d'autant l'espace de débat censé avoir lieu dans les séances qui suivent...

Procédé habituel et connu lorsqu'on ne veut pas réellement engager un débat public sérieux, informé et

contradictoire, car pour certains responsables, en suivant cette méthode de "com", le débat est terminé avant qu'il ne commence réellement. L'essentiel pour eux est de prononcer un discours monolithique sans discussion aucune et de s'en aller juste après avoir fait des déclarations à un maximum de chaînes de télévision et d'autres moyens d'information, qui quittent eux même les lieux en raison de diverses contraintes, sans se donner la peine d'assister aux travaux jusqu'au bout et de permettre le recueil d'interventions plurielles, fournissant des points de vue différenciés.

### Démocratiser l'information par le ministère des MRE

13 - Enfin, pour ce qui est du ministère chargé des MRE et des affaires de la migration, vis à vis de la société civile et en particulier des chercheurs, la direction de la communication ne doit pas être la direction de rétention de l'information ! Les nombreuses études menées, déjà validées voire même présentées publiquement par le ministre, devraient à notre sens, être publiées intégralement sur le site du ministère.

Après une longue attente pour sa refonte, il est fort regrettable que ce site ne soit pas tenu régulièrement et ne publie ni les diverses interventions publiques du ministre et ou du secrétaire général, ni le texte des diverses conventions signées par le département, ni les appels d'offres des études lancées, ni les rapports, monographies et études déjà validées etc.. La diffusion de ce type d'information d'intérêt public nous paraît absolument nécessaire et ne doit pas faire l'objet de cachoterie, ce qui est le cas, même lorsque cette demande d'information est faite directement auprès de cette direction.

Lorsqu'on est chercheur et observateur actif de la scène migratoire marocaine, on a besoin, pour mener une analyse objective et tenir compte des efforts officiels qui sont menés, d'avoir à disposition les documents et informations nécessaires. Sinon, comment prétendre s'ouvrir sur la société civile en général et considérer celle-ci comme un acteur indispensable d'évaluation des politiques publiques menées dans le domaine migratoire, alors que le même département suit une pratique de rétention de l'information !?

# TROPHÉE SKYTRAX

Pour vous, nous avons  
décroché les étoiles.  
**4 exactement**



**1<sup>ère</sup> compagnie nord-africaine à obtenir  
4 étoiles pour sa qualité de service.**



[royalairmaroc.com](http://royalairmaroc.com)



الخطوط الملكية المغربية  
**royal air maroc**

Les ailes du Maroc

# Publicité...



**AIDE AUX IMMIGRANTS**

**ACCUEIL INTÉGRATION EMPLOI**

6865 Av. Christophe-Colomb  
Montréal, Qc. H2S 2H3  
T 514 271.3533  
F 514 271.1910  
info@laisonnee.org

[www.laisonnee.org](http://www.laisonnee.org)  
[/www.laisonneeorg](https://www.facebook.com/laisonneeorg)



**DES SERVICES GRATUITS POUR IMMIGRANTS DEPUIS 35 ANS.**

### SERVICE ACCUEIL ET INTÉGRATION

- Information et orientation dans le processus d'immigration, d'installation et sur les démarches à entreprendre auprès des instances de l'immigration
- Écoute et soutien
- Information sur la recherche de logement
- Cours de français pour nouveaux arrivants
- Cours d'anglais pour résidents permanents en recherche d'emploi
- Lutte à la discrimination et défense des droits
- Aide alimentaire, groupes d'achats et informations sur la saine alimentation
- Bienvenue la famille dans le quartier Rosemont La Petite-Patrie
- Soutien aux jeunes
- Déclarations de revenus
- Assermentations
- Bénévolat, activités socioculturelles
- Autres services en lien à l'immigration et l'intégration

### SERVICE EMPLOYABILITÉ

- Services d'aide à l'emploi (SAE): Spécialisés, à la carte et selon les besoins ciblés
- Rencontres individuelles : Évaluation des besoins et orientation professionnelle
- Ateliers de recherche d'emploi
- Information sur le marché du travail et traitement des offres d'emploi
- Préparation de CV par compétences, par potentiel et par cible
- Simulation et préparation aux entrevues d'embauche
- Assistance dans les démarches de reconnaissance des acquis professionnels et académiques hors Québec
- Choix de carrière et de formation professionnelle
- Rencontres avec les employeurs, sessions d'information et réseautage professionnel
- Visites d'exploration et d'observation dans les industries et les entreprises
- Placement en emploi et maintien durable en emploi

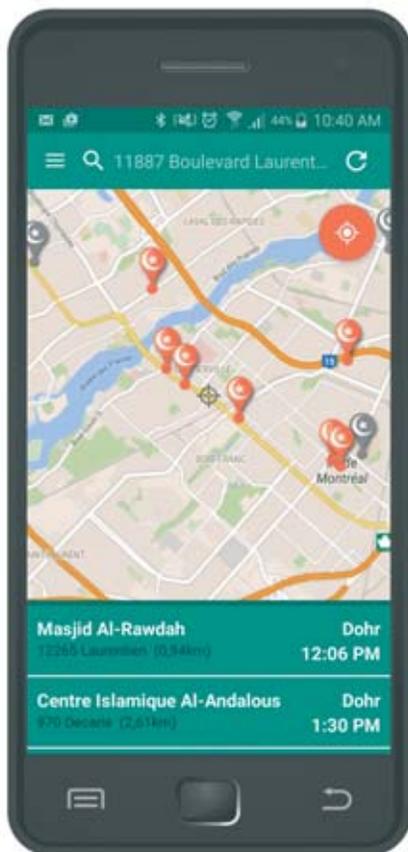
Suivez-nous pour nos ateliers d'emploi et autres activités d'accueil et d'intégration



**NOUS AVONS 35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION**

**NOUS ACCUEILLONS PLUS DE 10 000 PERSONNES CHAQUE ANNÉE**

## Soyez spirituellement connectés



**IqamaFinder**  
[www.iqamafinder.com](http://www.iqamafinder.com)

Trouvez les Iqamas et mosquées à proximité

Créez et partagez des événements

Soyez Les Premiers à L'utiliser

## Polémique autour du mariage

# Un mariage « Orfi » au Québec?

**A**u Québec, on croyait la nature juridique du mariage tout à fait claire et ne prêtant pas le flanc à diverses interprétations. Or la position du gouvernement du Québec dans une cause jugée en Cour supérieure vient de jeter le trouble sur une institution considérée à ce jour comme exempte de toute ambiguïté. Il faut espérer que la Cour d'appel mettra fin bientôt à cette incroyable confusion qui, de surcroît, est en porte-à-faux avec une société québécoise fort sécularisée, même si l'État québécois, tout comme la Fédération canadienne, n'est pas encore officiellement laïque.

Le débat en cours rappelle, sous d'autres angles et d'autres lieux, des situations qui méritent d'être traitées brièvement pour mettre en exergue l'absurdité de la polémique actuelle au Québec. La question se pose, y compris dans des pays dits musulmans où le Code de la famille découle essentiellement du Coran. Le droit musulman classique (Fiqh) comme le droit positif fait que l'institution du mariage est - par essence - civile et ne bénéficie d'aucun caractère sacramentel. Aussi le lien conjugal, longtemps scellé devant témoins et parfois renforcé par un contrat de mariage doit,

depuis l'émergence d'administrations étatiques fondées sur le droit, être célébré par des officiers d'état civil, dûment mandatés, et transcrit aux registres de l'état civil qui en font foi et dont les extraits établissent la preuve. Là encore, il est fortement conseillé de l'assortir d'un contrat de mariage en bonne et due forme (acte notarié).

Mais c'est sans compter la survivance d'une malencontreuse confusion tenace entre le religieux, le culturel et le civil qui a permis la survie, en marge du mariage civil, du mariage dit coutumier (« ZawajOrfi »), qualifié inadéquatement de « religieux » et qui ne s'embarrasse guère de preuves autres que testimoniales.

L'absence de preuves documentaires officielles pose de sérieux problèmes en cas de disparition des témoins et surtout de leur non-disponibilité en cas de besoin. En outre, elle soulève de graves difficultés quant à la reconnaissance des enfants nés de ladite union, aux obligations matrimoniales et parentales, à l'héritage, à l'abandon du domicile conjugal et au divorce dont les femmes font les frais. Souvent, la question se pose dès que les parents « Orfi » décident d'inscrire une naissance à l'état

civil ou un enfant à l'école. La régularisation judiciaire est ardue du fait qu'il y a lieu d'établir hors de tout doute la validité du lien conjugal et, ensuite, celle de la naissance de l'enfant et sa filiation légitime pour le doter d'une existence et d'une personnalité juridiques.

La plupart des États tentent d'enrayer de telles pratiques et certains, comme l'Algérie, sont allés encore plus loin en interdisant formellement aux imams et à quiconque de célébrer tout mariage « religieux /Orfi » si le couple ne fournit pas, au préalable, la preuve documentaire officielle du mariage, lequel ne peut être que civil -. Ce qui confirme que le mariage « Orfi » n'en est pas un et n'engendre pas d'effets juridiques comme les obligations et protections afférentes.

L'État algérien conserve donc la compétence exclusive en matière de mariage (et de divorce), sans possibilité de céder le moindre pouvoir en la matière à des officiants du culte. Le débat est donc définitivement clos en Algérie, où pourtant l'islam est religion d'État et la société très peu sécularisée; l'officialisation du mariage fait reculer sensiblement le lien « Orfi » et ses effets néfas-

tes.

Ce bref parallèle n'a pour but que d'exprimer un étonnement légitime vis-à-vis de questionnements qui, au Québec, semblent d'un autre âge, semant le doute sur l'institution du mariage dont la population connaît clairement l'unicité, la valeur et la portée en termes de droits et devoirs, tout autant que l'Église qui se refuse à célébrer des « sous-mariages ».

Reconnaissons que la ministre de la Justice n'a pas tort de plaider que le mariage « religieux » ne produit aucun effet; elle a cependant le devoir de réitérer cette évidence que l'État n'accorde de validité et de légitimité qu'au mariage civil que les ministres du culte ont l'obligation légale de transcrire à l'état civil.

Interrogeons-nous finalement sur l'éventualité suivante : quelles auraient été les réactions au Québec si le requérant en Cour supérieure était musulman et avait invoqué sa foi pour échapper à ses obligations?

*Touhami Rachid RAFFA*

## Le Québec peut être fier de la qualité des relations interculturelles qui le caractérisent

**L**a ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Mme Kathleen Weil, souligne le lancement de la Semaine d'actions contre le racisme qui se déroulera jusqu'au 31 mars sur le thème Le Québec libre de racisme, qui rappelle la nécessité de bâtir un Québec plus inclusif. La Semaine s'inscrit dans le cadre des événements annuels entourant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

« Le Québec peut être fier de la qualité des relations interculturelles qui le caractérisent et des efforts qu'il a déployés afin de prévenir et de contrer le racisme et l'intolérance. Cela dit, certaines situations demeurent préoccupantes. Nous devons continuer à mobiliser l'ensemble des acteurs de la société et souligner l'importance de telles initiatives, qui contribuent à l'édification de collectivités plus accueillantes et plus inclusives ainsi qu'au renforcement des liens de confiance et de solidarité entre les Québécoises et Québécois de toutes origines », a déclaré la ministre.

Rappelons que, le 7 mars dernier, le gouvernement du Québec dévoilait la nouvelle Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion, Ensemble, nous sommes

le Québec, et sa stratégie d'action 2016-2021. La politique rappelle le caractère pluriel et dynamique de la société québécoise. Elle préconise une vision de l'intégration fondée sur un engagement partagé entre la société et les personnes immigrantes. Elle affirme aussi les valeurs démocratiques et l'importance des rapprochements interculturels ainsi que de la lutte contre la discrimination et le racisme.

### Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, célébrée le 21 mars de chaque année, a été proclamée par l'ONU en 1966 afin d'inciter la communauté internationale à déployer davantage d'efforts pour éliminer toutes formes de discrimination raciale.

### Semaine d'actions contre le racisme

La Semaine d'actions contre le racisme (SACR) est née en mars 2000 de l'initiative de six organismes québécois actifs en matière de droits de la personne. L'organisateur, le Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDIHCA), propose des activités qui s'adressent à des publics variés.

## Règles concernant le paiement des loyers au Québec

**L**a Régie du logement désire profiter de cette période où de nombreux citoyens concluent un nouveau bail pour rappeler certaines règles concernant le paiement du loyer, obligation principale du locataire.

Lors de la conclusion du bail, le locateur peut exiger d'avance le premier versement de loyer et même en faire une condition de signature du bail. Par exemple, si le 1er avril 2016 vous concluez un bail devant débiter le 1er juillet suivant, le locateur pourrait exiger le paiement du loyer du mois de juillet au moment de la signature du bail le 1er avril.

Cependant, il ne peut exiger davantage comme, par exemple, un dépôt pour obtenir les clés du logement ou pour se protéger financièrement contre des dommages qui pourraient être causés par le locataire.

Pour tous les autres mois, le loyer est payable en totalité à la date convenue au bail ou, si rien n'est prévu, le premier jour du mois. Un loyer qui n'est pas acquitté le jour convenu est en retard. La Régie du logement précise qu'après plus de trois semaines de retard dans le

paiement du loyer, un propriétaire peut s'adresser au tribunal pour obtenir une résiliation de bail. Une demande de résiliation peut aussi être introduite lorsque le locataire paie fréquemment son loyer en retard et que cela cause un préjudice sérieux au locateur.

Le loyer peut être payé en espèces, par mandat postal, virement bancaire électronique ou chèque visé. Si le locateur y consent, le loyer peut également être payé par chèque. Une série de chèques postdatés ne peut être exigée par le locateur. Néanmoins, ce mode de paiement peut faire l'objet d'une entente entre les parties.

À moins que les parties n'en conviennent autrement, le locateur doit se présenter chez son locataire pour y percevoir le loyer. En échange de chaque paiement, le locataire a le droit d'exiger un reçu ou un accusé de réception de son locateur.

La Régie du logement est le tribunal qui a compétence exclusive au Québec dans le domaine du logement locatif.

*Source : CNW Telbec/*

## Programme Montréal Interculturel

# Montréal accorde 222 453 \$ à 78 organismes communautaires en faveur d'une meilleure harmonie et solidarité interculturelles



Montréal, le 30 mars 2016 – Le maire de Montréal, M. Denis Coderre, et le responsable des communautés d'origines diverses au comité exécutif, M. Dimitrios Jim Beis, annoncent un soutien de 222 453\$ à 78 organismes communautaires dans le cadre du Programme Montréal

interculturel (PMI).

« Cette aide permettra à des organismes actifs dans leur milieu de mener à terme leur projet ou action visant à favoriser le développement des relations interculturelles harmonieuses dans un arrondissement ou sur l'ensemble du territoire mon-

tréalais », a déclaré le maire de Montréal.

Mis en place dans sa forme actuelle en 2013, le PMI a pour objectif d'encourager les échanges interculturels dans le respect des droits de la personne et des valeurs démocratiques. Il permet également de sensibiliser les Montréalaises et les Montréalais aux enjeux de la discrimination et du racisme. Pour l'édition 2016, les organismes œuvrant dans le domaine interculturel ont été invités à déposer un projet, qui a été par la suite évalué par un jury ayant une solide expertise dans les relations entre les cultures. Le soutien financier accordé par projet se situe entre 2 000\$ et 4 000\$.

«Les projets sélectionnés doivent avant tout être novateurs, structurants et viser à renforcer les liens de solidarité entre les citoyens d'origines diverses, à court et moyen

terme. Il peut s'agir de projets d'intégration ou d'initiatives favorisant le rapprochement entre des communautés ethnoculturelles comme la tenue d'une cérémonie de bienvenue pour les nouveaux résidents d'un quartier ou la mise en place de cuisine collective aux saveurs d'ailleurs », a précisé M. Dimitrios Jim Beis.

Outre le PMI, la Ville de Montréal est à l'origine d'initiatives et d'engagements favorisant le vivre ensemble et l'inclusion sociale telles que la création du Conseil interculturel de Montréal ainsi que l'adoption de la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale, la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion et la Charte montréalaise des droits et responsabilités.

Source : Catherine Maurice, Cabinet du maire et du comité exécutif.

## Campagne électorale dans Montréal-Nord À L'ÉCOUTE DES AÎNÉS : CHRISTINE BLACK DÉSIRE AMÉLIORER LEUR QUALITÉ DE VIE

Sensibilisée à la situation des aînés et aux défis du vieillissement de la population, Christine Black, la candidate de l'Équipe Denis Coderre pour Montréal à l'élection partielle de Montréal-Nord, a visité, fin mars dernier, plusieurs résidences pour troisième âge.

Facile d'accès et à l'écoute de ses concitoyens, Mme Black a sympathisé avec les Nord-Montréalais sur place, serré des mains et discuté des préoccupations qui les concernent. Au moment où le nombre de personnes

âgées augmente de plus en plus dans l'arrondissement, elle espère, si elle est élue maire le 24 avril prochain, se pencher sérieusement sur le maintien de leur qualité de vie, notamment l'accès à des logements adéquats et abordables, et la prévention de la violence intra et extra-familiale. La candidate, détentrice d'un certificat en gérontologie de l'Université de Montréal, souhaite réellement «faire une différence dans son milieu».

Source : Évelyn Mathieu, Équipe Denis Coderre



Vient de paraître ...





# Visite de Marine Le Pen au Québec

## La leçon québécoise de tolérance



Par Mustapha Bouhaddar

L'Autriche est une rare destination à l'étranger où la présidente du Front National a été bien accueillie. C'était son premier bal à Vienne, mais aussi l'occasion de resserrer ses contacts avec d'autres dirigeants de l'extrême droite européenne. La candidate Front National à l'élection présidentielle française, était l'hôte de marque, vendredi 27 janvier dans l'ancien palais impérial de la Hofburg, du fringant Heinz-Christian Strache, chef du Parti de la liberté (FPÖ), qui affiche son ambition de devenir chancelier d'Autriche.

### Pourquoi ce voyage vers le Québec ?

En se déplaçant au Québec, la future candidate du Front National aux élections présidentielles française en 2017, veut se donner une stature internationale. D'ailleurs, elle ne rate pas une occasion pour rappeler à qui veut l'entendre, qu'elle est la "présidente du premier parti de France".

Dénigrée par son père, Jean-Marie Le Pen, le fondateur du Front National, qui ne lui reconnaît aucune légitimité. D'ailleurs, son passage à la mythique fête que le FN organise chaque 1er Mai pour célébrer Jeanne d'Arc a fait la une de tous les médias. Le patriarche a perturbé le discours de sa fille, en l'humiliant devant tous les sympathisants du FN.

Qu'à cela ne tienne, Marine Le Pen se souviendra longtemps de son passage au Québec où elle a été humiliée une seconde fois. Et cette

fois-ci, c'est par les Québécois qui ont donné une vraie leçon de tolérance et d'humanisme à l'extrême droite française.

### Les aventures québécoises

A son passage à Radio Canada, Marine Le Pen a déclaré que « le Canada fait un choix « erroné » en accueillant des milliers de réfugiés. La politique d'accueil canadienne, notamment l'accélération des demandes des minorités religieuses, comme l'octroi de locaux pour la prière ou l'instauration de tribunaux religieux, a été adoptée sans tenir compte des conséquences. »

Elle rajoute « qu'une société multiculturelle est une société conflictuelle ». La politicienne a même dit craindre que des terroristes ne s'infiltreraient parmi les migrants. Citant les migrants empaquetés à Calais dans le nord de la France, elle dit : « On lance un signal d'accueil, mais dans quelles conditions accueille-t-on ces gens? Pour les mettre dans des bidonvilles à Calais? Ceci est une politique qui n'a pas de sens et qui est dangereuse. »

Elle remet aussi en question le choix du gouvernement québécois d'accueillir 50 000 immigrants en 2016, un choix « erroné », selon elle. « Des milliers aujourd'hui, combien demain? »

Évoquant la souveraineté, la présidente du FN, défend celle du Québec : « Ceux qui au Québec portent aussi ce désir de souveraineté, obligatoirement, nous les regardons avec un œil plutôt positif », a-t-elle confirmé, s'aventurant à comparer

le combat de la France contre l'Union européenne à celui du Québec contre Ottawa.

Elle a même assuré que son parti reconnaîtrait le Québec comme un État sur la scène internationale s'il prenait le pouvoir en France. « Je ferais cette reconnaissance à partir du moment où le peuple québécois aura fait son choix », a-t-elle affirmé en entrevue.

La présidente du FN a même fait référence au général Charles de Gaulle et son célèbre « Vive le Québec libre », perçu comme un appui majeur aux indépendantistes du Québec dans les années 60.

### Marine Le Pen ne fut pas la bienvenue au Québec

Le reportage de Pascale Lacombe qui est passé en boucle dans toutes les chaînes françaises, montre une quinzaine de militants antifascistes et internationalistes en train de perturber le point de presse de Marine Le Pen, dans un hôtel de Québec, le 27 mars dernier.

Les manifestants, qui s'identifient comme le groupe « Les amis du chat noir turbulent », disent désapprouver les idées haineuses du Front national. Ils ont scandé des slogans tels que « La jeunesse emm... le Front national » ou « Facho Le Pen ».

Devant la situation, Marine Le Pen a conservé son flegme. « Allez, les gamins, retournez vous coucher », leur a-t-elle lancé. La présidente du FN a ensuite déclaré qu'il s'agissait « d'un comportement inacceptable

en démocratie ».

Une bousculade est survenue quand les agents de sécurité de l'hôtel ont escorté les manifestants hors de la salle de conférence pour permettre à la présidente du Front national de prendre la parole.

Marine Le Pen avait poursuivi son voyage au Québec jusqu'à 24 mars dernier. Une partie de son séjour fut à titre personnel.

(...) Les positions du Front national sont qualifiées de xénophobes par plusieurs. Aucun des partis politiques québécois n'a rencontré Mme Le Pen jusqu'ici. Le chef du Parti québécois, Pierre Karl Pélaudeau, a même dû se dissocier d'un groupe l'ayant rencontrée en s'identifiant comme des « jeunes du Parti québécois ».

« Que l'oligarchie québécoise et canadienne ne soit pas très heureuse de me voir, cela ne m'étonne pas une demi-seconde », a rétorqué Marine Le Pen. Elle dit même ne pas avoir cherché à les voir, étant plutôt ici pour rencontrer les Québécois.

En tout cas, la France, pays des droits de l'homme, a pris une sacrée leçon de tolérance, d'humanisme, et de générosité des Québécois.

Rappelons que le Québec reçoit des milliers de demande de visas permanents, par un grand nombre de citoyens français de souche tous les ans. On se demande pourquoi ?

Marine Le Pen a peut-être une idée.

## Drame de Bruxelles

# Des attentats qui font mal à tout le Monde

**E**n effet, ne serait-ce que du côté économique, trouver un emploi pour un européen d'origine maghrébine ou un immigré tout court, est devenu un parcours de combattant. Dans les transports en commun, on subit des regards de soupçons par les voyageurs dits « blancs » qui scrutent nos moindres gestes, et qui pensent que tous les Maghrébins sont des terroristes potentiels.

C'est vrai qu'on ne se souvient plus des organisations terroristes telles Action Directe, la fraction de l'armée rouge, Carlos et j'en passe. Mais, ces terroristes avaient une particularité : ils étaient blancs, et non musulmans. Action directe par exemple, a commis plus de 50 attentats à Paris entre 1979 et 1987.

### L'intervention de la France en Syrie

L'intervention de François Hollande en Syrie aurait accéléré les attentats perpétrés à Paris. En effet, des terroristes du Bataclan ont crié que c'était à cause de l'intervention militaire française en Syrie. Comme le rapporte « Les Échos » du 14/11/2015, « La tentative de justification de leur action par les terroristes est logique ; la plupart des attentats djihadistes revendiqués dans les pays occidentaux, qu'il s'agisse de ceux aux États-Unis (bombe au marathon de Boston), au Canada, en Australie, sont présentés par leurs auteurs comme une punition pour la politique de ces pays vis-à-vis de l'Islam. Ce qui n'empêche pas des pays pas vraiment en première ligne dans le combat contre l'État islamique et n'ayant jamais entretenu de liens conflictuels ou colonialistes avec le monde musulman, d'être frappés aussi, comme ce fut le cas du Danemark en février dernier. »

### Drame de Bruxelles: Rappel

Quatre jours après la capture spectaculaire de Salah Abdeslam à Bruxelles, le monde entier a de nouveau les yeux rivés sur la capitale bruxelloise, endeuillée. La ville a été secouée le matin du 22 mars

dernier par des attentats terroristes revendiqués par l'État islamique, qui ont fait au moins une trentaine de morts, selon plusieurs bilans provisoires. L'alerte anti-terroriste a aussitôt été relevée à son niveau maximal dans le pays et le gouvernement belge a décrété trois jours de deuil national.

Comme le rapporte « Les Échos » du 23 mars, « Mardi matin vers 8 heures, des tirs ont d'abord été entendus dans le hall des départs de l'aéroport international, près des comptoirs d'enregistrement, avant qu'une personne ne lance des cris en arabe et que deux explosions retentissent, ont indiqué plusieurs témoins. "Un monsieur a crié en arabe. Il a crié quelques mots et j'ai entendu une grosse déflagration", a témoigné Alphonse Lyoura, un employé de la sécurité des bagages. L'alerte anti-terroriste est immédiatement passée à son niveau maximal, quatre. Moins d'une heure après l'aéroport, le métro était ciblé, une explosion soufflant une rame arrêtée à 300 mètres de la Commission européenne.

La déflagration a été telle qu'elle a provoqué l'écroulement de trois murs d'un parking souterrain attenant à la station de métro, a décrit le porte-parole des pompiers bruxellois. »

Les derniers bilans officiels faisaient état à la mi-journée d'au moins une trentaine de morts après les trois explosions. Ce mardi 22 mars après-midi, les pompiers indiquaient qu'il y avait 14 morts et 96 blessés à l'aéroport. Le maire de Bruxelles Yvan Mayeur a évoqué « probablement une vingtaine de décès » et 106 blessés dans le métro. "Il y a beaucoup de nationalités" parmi les blessés, a-t-il déclaré ajoutant que l'identification des victimes allait "prendre du temps" en raison de la situation "chaotique".

### Les Américains critiquent l'Europe sur sa gestion du terrorisme

Hillary Clinton tacle l'Union européenne après les attentats de Bruxelles. L'ex-secrétaire d'État et

candidate à la présidentielle américaine a accusé les pays de l'UE, le 23 mars dernier, d'être désorganisés et de répondre trop tardivement aux menaces jihadistes.

"L'Amérique a besoin que les services de renseignement européens travaillent la main dans la main avec les nôtres, y compris là où ils ont plus d'accès et d'expertise, comme en Afrique du Nord", a déclaré Hillary Clinton.

"Nous avons besoin que les banques européennes cessent de financer le terrorisme. Nous avons besoin que les avions européens mènent des missions en Irak et en Syrie, et que les forces spéciales européennes participent à la for-

mation et à l'équipement des forces locales anti-État islamique sur le terrain", a-t-elle ajouté.

En matière militaire, elle a appelé les Européens à "partager le fardeau" avec les États-Unis. Hillary Clinton a aussi déploré les failles qui permettent aux combattants de l'EI de revenir en Europe pour y commettre des attentats. "Nous devons connaître les identités de chaque combattant faisant ce voyage, et commencer à révoquer les passeports et les visas", a-t-elle déclaré, en appelant à une "bien meilleure coordination".

Par Mustapha Bouhaddar

## Appel du Centre Communautaire Al Bayane sis au : 5865, Boulevard Saint-Michel H1Y 2E QC Montréal

**L**e Centre communautaire islamique Al Bayane, situé sur le boulevard Saint-Michel (Coin boulevard Rosemont) offre ses services au sein de la communauté musulmane et maghrébine. Parmi ces services :

- Différentes activités pour les adultes et ainsi que pour les jeunes;
- Aide spécial fournis aux jeunes, femmes, ainés, spécialistes, psychologues, médiateurs...;
- Aide à la résolution des problèmes sociaux de type familial et conjugal;
- Aide aux nouveaux immigrés en vue de s'intégrer dans la société québécoise et canadienne;

- Dépannage Alimentaire;
- Aide aux devoirs pour les jeunes enfants;
- Cours d'apprentissage de base et de niveau expert de la langue arabe pour tous âges;
- Cours d'apprentissage de langue française - espagnole - anglaise.

Nous sommes aussi à la recherche de bénévoles. Pour toute information, veuillez communiquer avec M. Naim au (438) 877-8389 ou par courriel à l'adresse suivante:

[cci.al.bayane07@gmail.com](mailto:cci.al.bayane07@gmail.com)



## Colloque de l'Institut Musulman de Montréal (IMM) à l'UQAM

# De l'urgence face à la jeunesse V.2.0 d'un monde globalisé

**N**ous sommes aujourd'hui confrontés à de grands enjeux réflexifs qui interpellent avec d'autant plus d'urgence la communauté des croyants. Celle-ci est aux prises avec les revendications individuelles et les positions parfois erronées d'une jeunesse version 2.0 d'un monde globalisé.

Au Québec, comme dans d'autres pays occidentaux d'immigration, l'identité arabo-musulmane est partout en voie de se recomposer pour prendre des formes inédites en attente de construction. Il est vrai que la tradition islamique fournit une doxa qui permet de répondre, à partir des principales croyances, aux besoins de sens et de spiritualité dont s'inspirent de nombreux jeunes dans leur quête identitaire.

### Les objectifs du Colloque

La construction de l'identité du croyant se fait, notamment en contexte migratoire, en prenant en compte l'aspect social et politique spécifique à chacun des pays. Ces jeunes essaient de se définir sur un axe religieux qu'ils situent dans un prolongement d'une recomposition identitaire qu'ils élaborent en mêlant, d'une part, l'histoire coloniale et la culture du pays d'origine de leurs parents et d'autre part l'ouverture à des civilisations nouvelles et plurielles. Tout cela se fait sur l'horizon du digital et de l'âge numérique dans lequel vivent les jeunes. Néanmoins, les jeunes qui se radicalisent le font souvent à partir d'une mauvaise interprétation du Coran et d'une compréhension inexacte des dogmes fondamentaux de l'islam puisées sur des plates-formes virtuelles.

Ainsi, la jeunesse musulmane tend aujourd'hui à reformuler, de manière extrêmement complexe, la question des liens entre le religieux, le culturel et le politique dans leur quête personnelle et spirituelle non seulement dans les pays occidentaux, où leurs parents se sont installés, mais aussi dans les pays musulmans. Certains jeunes développent de nouveaux rapports à la religion par le biais d'Internet qui ouvre la voie à plusieurs manières de pratiquer l'islam. Désormais, le sentiment d'appartenance à la Oumma transcende l'espace, les frontières et les cultures. Cependant, où se trouve la véritable identité de ces jeunes ?

Dans ce contexte le colloque n'avait d'autre choix que de se fixer pour objectifs à apporter des réponses aux questions suivantes:

- Comment peut-on prémunir les jeunes musulmans installés dans des pays occidentaux de se limiter à une vision approximative de leur religion ?
- À quel modèle ces jeunes musulmans

adhèrent-ils quand il s'agit de se donner une identité qui fasse sens dans leur monde contemporain et recomposé ?

- À travers quelles pratiques s'inscrivent-ils dans l'Oumma « ensemble des croyants » entant que membres d'une communauté universelle fondée sur la spiritualité ?

### Quatre ateliers pour faire le tour de la question principale

Le colloque s'est décliné en quatre sous-questions et autant d'ateliers.

L'atelier « **où en sont les jeunes québécois dans leur rapport à la religion ?** » avait pour principal défi de saisir la transformation et la diversité du fait religieux contemporain. Il s'agissait donc de dresser le tableau sociologique de l'état des pratiques religieuses au Québec, du recul massif de la place du christianisme traditionnel dans la société québécoise et à l'apparition de nouvelles formes de religiosité, notamment chez les jeunes. En ce qui concerne l'islam, il s'agissait de comprendre comment les jeunes musulmans tendent à s'appuyer sur l'islam pour donner un sens à leur existence sans nécessairement être des croyants qui fréquentent régulièrement la mosquée.

Sous l'autorité de la modératrice Yara El-Ghadban romancière, anthropologue et musicienne), ce soin a été confié à Frédéric Castel (Département des sciences des religions, UQAM. Membre du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le Montréal ethno-religieux) qui a traité « La progression de la désaffiliation confessionnelle chez les jeunes Québécois. Dernières tendances et perspectives ». Dianne CASONI (psychologue et psychanalyste, est professeure à l'École de criminologie de l'Université de Montréal) a ensuite fait une présentation sur « Comment entre-t-on dans un groupe extrémiste et comment en sort-on? Réflexions depuis une perspective psycho-criminologique ». Pour clore l'atelier, un échange de réflexions sur le film « L'heureux naufrage » de Guillaume Tremblay (cinéaste) et Xavie Jean-Bourgeault (anthropologue et cinéaste), tous deux en recherche de « réponses face au vide d'une société postchrétienne. »

« **Appartenance communautaire, pluralité religieuse et citoyenneté** » intitulait le second atelier dans lequel était abordée la place de la religion dans l'espace de la cité et le rôle que la religion joue dans la vie quotidienne des communautés ethniques. De même, il a été évoqué les différents aspects du programme d'Éthique et Culture Religieuse (ECR) qui a été implanté dans les écoles primaires et secondaires du Québec. Une attention particulière a été consacrée à



la place de l'islam dans ce programme d'enseignement ainsi qu'à la question des écoles confessionnelles musulmanes. Le tout avec le concours de Chantal Bertrand (chargée de cours et spécialiste du programme Éthique et culture religieuse; elle enseigne ce programme aux futurs enseignants), Sylvain Fournier (président de l'Association québécoise en Éthique et culture religieuse (AQÉCR) ) et Mouloud Idir-Djerroud (Coordonnateur du secteur Vivre ensemble au Centre Justice et foi)

### Religion et citoyenneté

Le troisième atelier « **Modernité, vulnérabilité et géopolitique mondiale** » se propose d'explorer cinq questions:

- À quels grands défis auxquels la jeunesse d'aujourd'hui, en islam et hors-islam, est confrontée ?

- À partir de quels paramètres les jeunes construisent-ils leur identité dans un monde modelé par les valeurs néolibérales et par une géopolitique qui tend à maintenir la suprématie des pays occidentaux sur le reste du monde ?

- Comment peut-on expliquer l'émergence des différentes formes de radicalisation chez les jeunes de différents pays ?

- Quels processus sociologiques et psychiques sont à l'œuvre dans les politiques de haine et dans la violence destructrice qu'on trouve dans le monde d'aujourd'hui ?

- Comment les préceptes de l'islam peuvent-ils constituer un rempart contre la radicalisation des jeunes sur Internet ?

Y sont intervenus Géraldine Mossière (professeure à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal), Keira Mecheri (doctorante, Université de Montréal) et Gilles Bibeau (professeur émérite, Université de Montréal)

### Point de vue des jeunes

Comme on ne pouvait pas parler des jeunes en leur absence, quelques une

d'entre eux ont été invités à venir parler de la manière dont ils vivent leur religion et de la place qu'elle occupe, ou qu'elle devrait occuper, dans le contexte d'une société québécoise post-religieuse. Ils ont évoqué leur expérience subjective de la spiritualité et leur adhésion à une pratique plus traditionnelle de la religion. Hajar Jerroumi (finissante en Relations internationales et Droit international UQAM) et Sami Maaroufi Dumas (finissant en enseignement de l'éthique et de la culture religieuse au secondaire) se sont ainsi succédés au micro avant de répondre à de très nombreuses questions de l'assistance.

### Quelles réponses proposer

En clôture de la rencontre, Wael Saleh (Doctorant, Université de Montréal) a donné une brillante conférence sur « **Quête de références dans la pensée arabo-musulmane contemporaine. Continuité et ruptures dans l'interprétation des liens entre religion et politique** »

Il a apporté d'intéressantes références sur trois questionnements:

- Comment les trois courants majeurs de la pensée arabo-musulmane moderne, le réformisme musulman ; l'islamisme holiste activiste ; le libéralisme humaniste se diffractent-ils dans les processus de construction identitaire des personnes et des sociétés arabes ?

- De quelle manière la mise en tension des trois grandes visions du monde - la Oumma musulmane, le panarabisme, le nationalisme - a-t-elle contribué à générer les enjeux auxquels les sociétés arabes sont aujourd'hui confrontées ?

- En somme, quels modèles théoriques - philosophiques, politiques, religieux et moraux pouvons-nous offrir à la jeunesse musulmane d'aujourd'hui, qu'elle vive dans des terres d'émigration ou dans le pays d'origine ?

A. Dadès.



## Conférence de Abdelhaq El Arabi à Montréal

# Gouvernement du Maroc : Réalisations et perspectives d'avenir



Sous le thème du « Gouvernement du Maroc : Réalisations et perspectives d'avenir », l'association Maroc Développement-Canada (MDC) a organisé une conférence à l'attention des MRE de Montréal et ses environs présentée par M. Abdelhaq El Arabi, membre du Secrétariat Général du PJD et conseiller du chef du gouvernement du Maroc, M. Abdelilah Benkirane.

Cette conférence animée par Ali Bentaleb, vice-président de MDC, a débuté par une présentation de l'association nouvellement créée, ses objectifs d'union et d'encadrement de la communauté marocaine au Canada et ses compétences dans une optique de renforcement de son rôle primordial dans le développement et le rayonnement du Royaume du Maroc et la défense de sa cause nationale.

La conférence débuta tout naturellement avec une mention de l'engagement du Maroc dans toutes ses

composantes, Roi, peuple, gouvernement, opposition, nationaux et diaspora, d'une voix unie dans la défense de l'unité nationale et territoriale. De plus, M. El Arabi a pertinemment souligné la particularité, voire l'exception marocaine dans une région mouvementée par le dit Printemps arabe ou Printemps du changement, une période-clé qui a fait du modèle marocain, guidé par la sagesse d'un jeune monarque, un exemple salué régionalement et internationalement.

Le deuxième bloc de la conférence consistait en la présentation des principales réalisations du gouvernement marocain guidé par le PJD qui, sous l'égide du principe du « Changement dans la stabilité », a élaboré une nouvelle logique de gouvernance active, avec un gouvernement au service de la population qui d'ailleurs représente la base des politiques et programmes de développement social. Le gouvernement a en ce sens réussi à ouvrir l'accès à une aide financière directe à quel-

ques 37 000 veuves en situation de précarité, de même qu'en élaborant un programme socio-économique dont les bénéficiaires sont les personnes en situation d'handicap.

En matière de santé, force est de constater la création d'une caisse d'assurance médicale obligatoire, l'exemption des patients de maladies chroniques du paiement préalable des médicaments. Quant au secteur d'éducation, il importe de noter l'augmentation de l'ordre de 50% de la bourse d'études.

L'événement a été conclu avec une longue période de questions et d'échanges interactifs entre M. El Arabi et la présence qui a d'ailleurs répondu nombreuse pour exprimer ses soucis et ses inquiétudes sur des enjeux de sécurité nationale, de facilitations administratives, d'équivalence de diplômes et d'amélioration de l'accueil aéroportuaire.

Cette rencontre fut également l'occasion pour la présence de témoigner de son support au gouverne-

ment actuel dirigé par M. Benkirane qui a réussi à gérer le pays dans une conjoncture économique et sécuritaire des plus difficiles. La communauté marocaine au Canada a enfin profité de l'occasion pour communiquer un message-clé par M. El Arabi au gouvernement et aux leaders du PJD, à savoir la mise en œuvre du projet de loi concernant la participation politique des MRE.

À la fin, Ali Bentaleb, en sa qualité de vice-président de MDC, a réitéré la volonté et l'engagement de l'association au renforcement des échanges et opportunités constructives de nature à accélérer le développement du Maroc et le poids de sa diaspora au Canada.

Source : Maroc Développement-Canada

comitemdc@dmcanada.info



# Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



## **Communiqué du FCCM**

# **“LE POSTE DU MOIS” : UNE DEUXIÈME ÉDITION RÉUSSIE ET INSPIRANTE**

**L**e Forum des compétences canado-marocaines (FCCM) a organisé, le 10 mars dernier, son deuxième évènement “Le poste du mois” sous la thématique Finances et comptabilité. Pour l’occasion, cinq panélistes ont été invités à discuter de leur parcours professionnel et à transmettre leurs recommandations et conseils pour la poursuite d’une carrière dans ce domaine au Canada. Plus de cinquante participants étaient présents.

Le poste du mois est une création du FCCM et vise le partage de connaissances et d’expériences entre professionnels de haut niveau dans leur métier et domaine d’expertise et immigrants établis ou nouveaux arrivants. Sous forme de 6 à 8, cette rencontre propose aux participants de recueillir des conseils et réponses à leurs interrogations quant aux débouchés professionnels dans un domaine particulier.

### **La finance et la comptabilité à l’honneur**

Le panel de cette deuxième édition étaient composé de cinq professionnels dans le domaine des finances et de la comptabilité. La première panéliste, Sabah Hajji, possède plus de huit ans d’expérience dans le domaine et est actuellement première directrice au sein du groupe d’audit de Price waterhouse Coopers. La deuxième panéliste, Pasca-

le Chimi, compte plus de 8 ans d’expérience en audit de sociétés privées et publiques et a récemment été inspectrice à l’Ordre des CPA du Québec. Également membre de ce panel, Nafissa Abarbach, compte plus de 10 ans d’expérience dans le domaine de comptabilité, audit et planification financière et est actuellement contrôleuse financière chez Cartouches certifiées.

Le quatrième panéliste, Abdelhaq Elbekkali est CPA-CGA et professeur titulaire à l’Université de Sherbrooke où il enseigne l’audit financier et l’audit informatique. Il est détenteur d’un doctorat en finance et fiscalité de l’Université de Paris II, et d’un doctorat en administration des affaires (Ph.D), spécialité : audit comptable et financier (Université du Québec à Montréal). En 2005, M. Elbekkali a été couronné Personnalité de l’année en sécurité de l’information par l’Association de la Sécurité de l’Information de Montréal Métropolitain (ASSIM). Finalement, le dernier membre de ce panel, Othmane Rachid Tahri, compte six années d’expérience en finance de marché et est actuellement directeur principal au sein du groupe d’économie, de recherche et de stratégies de marchés d’investissement PSP.

### **De précieux conseils et recommandations**

Plusieurs conseils ont été évoqués lors de cette rencontre. Les panélistes, de par leur expérience et leur

parcours concluant, ont énoncé des recommandations pour la poursuite d’une carrière dans ce domaine. On y retrouve, notamment, l’importance de travailler en équipe et de faire face à la pression. En effet, lorsque l’on travaille dans un cabinet, les mandats peuvent parfois être ardues et de longue durée. La motivation et l’entregent sont, ainsi, nécessaires à la réussite professionnelle. Également, il est nécessaire, pour nos panélistes, de montrer détermination, passion et engagement lors d’une entrevue.

Lors d’un parcours migratoire, il a été soulevé qu’il ne faut pas hésiter

à changer de carrière et tout recommencer à zéro, si cela est nécessaire. La confiance en soi est primordiale lors du réseautage, des activités de recrutement et des entrevues. De plus, la nécessité de créer un réseau est indispensable. Il peut être pertinent de choisir une spécialité peu commune sur le marché afin d’obtenir une spécialisation très prisée par les employeurs. Finalement, il a été conseillé de bien choisir sa formation afin de projeter une image forte et déterminée, et de saisir les opportunités lorsqu’elles se présentent.

## Conférence Marque Maroc

# Marketing pays, modéliser la marque Maroc (Casablanca, le 25 Mai 2016)

**M**aroc-Export et l'Institut Amadeus co-organisent, sous l'égide du Ministère délégué auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, chargé du Commerce extérieur, la 1ère édition de la Conférence Marque Maroc le 25 Mai 2016 à Casablanca, sous le thème « Marketing pays, modéliser la Marque Maroc ».

Apparu ces dernières décennies comme un concept à part entière, le marketing pays se présente comme la stratégie globale d'une nation à concourir sur la scène internationale. En contraste avec le marketing traditionnel d'un produit ou d'un service, le marketing pays englobe une multitude d'éléments, souvent bien différents les uns des autres, mais qui contribuent tout autant à la renommée et la notoriété d'un pays. La qualité allemande, le raffinement français ou la mode italienne sont autant de composante de l'identité de ces nations qui évoquent une image forte et ancrée dans l'imaginaire collectif.

Partant du postulat que le Maroc est un pays à très fort potentiel, qui n'est pas entièrement exploité, cette conférence a pour but d'établir un bilan des stratégies Marocaines liées au concept de la marque pays, de soulever l'importance du capital immatériel et de produire les recommandations, en concertation avec les différents intervenants, d'une stratégie réaliste et efficace qui va porter la "marque Maroc" dans son essor.

Cet événement vise également à créer un véritable momentum politique et médiatique autour de cette

question et à mobiliser les décideurs politiques et économiques, les acteurs de la société civile, ainsi que le monde des affaires sur le thème crucial de la "Marque Maroc".

Compte tenu des avancées accomplies par le Maroc au cours de ces dernières décennies, il semble aujourd'hui essentiel de réfléchir aux différentes façons de maintenir cette croissance et de combler les lacunes éventuelles. En plus d'un système politique ayant accompli une transition remarquable après le printemps arabe grâce à la vision du Roi Mohammed VI, le Maroc est perçu comme un pays tolérant, tenant une position unique par rapport à l'extrémisme religieux. Reste, cependant, à assurer une meilleure « Communication Pays » pour faire valoir et véhiculer cette image positive.

Cette conférence verra la participation d'un nombre important de personnalités marocaines, africaines et internationales de premier plan pour débattre et faire émerger des propositions pratiques et des solutions concrètes et sectorielles aux problématiques liées à la "marque Maroc" tels que le tourisme, l'industrie, la culture, ou le sport, et à trouver les éléments de réponse qui vont permettre à cette marque d'étendre sa magnitude sur le continent Africain, sur la région méditerranéenne et sur le monde.

Créé en décembre 1976, Maroc Export est un établissement public dont la vocation est de promouvoir les exportations sur les marchés internationaux en harmonie avec les Stratégies Sectorielles Nationales ; diversifier les marchés cibles et favoriser l'internationalisation des entreprises marocaines. Maroc

Export est aussi chargé de la promotion des exportations de tous les produits notamment d'origine industrielle qui ne relèvent pas, en vertu d'une disposition législative ou réglementaire, de la compétence d'autres administrations ou organismes.

L'Institut Amadeus, dans son rôle de créateur de débat et de laboratoire d'idées, s'intéresse fortement, depuis le Discours Royal du 30 juillet 2014 à la notion de capital immatériel. En effet, l'Institut tente, à travers son Ouvrage, publié en aout 2015, « Le Maroc en Afrique :

La Voie Royale » mais également à la suite d'une session consacrée à la Marque Maroc, organisée lors de la 8ème édition du Forum ME-Days, de contribuer à la modélisation d'une stratégie Marketing pays adaptée au Royaume, au service du « Made In Morocco » et plus largement du « Made In Africa ».

*Source : Communiqué AMADEUS*



# Maroc

# Canada

# Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

[www.maghreb-canada.ca](http://www.maghreb-canada.ca) ou [maroc-canada.ca](http://maroc-canada.ca) ou [maroc-canada.info](http://maroc-canada.info)



## Pratiquer le sport du **tir à la cible**

Cours canadien de sécurité dans le maniement  
des armes à feu à autorisation restreinte - **CCSMAFAR**

Disponible à la grandeur du Québec  
Formation d'une journée

مرحباً  
بالجالية  
المغربية

Pour information ou inscription  
[www.fqtir.qc.ca](http://www.fqtir.qc.ca)

1 888 514-7847

514 252-3056

poste 3777

77 \$, matériel inclus



Fédération  
Québécoise **de Tir**

« Cette formation est obligatoire pour travailler dans le transport des valeurs,  
aux douanes et dans certaines agences de sécurité. » »



au revoir montréal • • ✈️ marhaba casablanca

## nouveaux vols de Montréal vers Casablanca avec Air Canada rouge

Dès le 3 juin, vous pourrez profiter de notre nouveau service sans escale de Montréal à Casablanca. Installez-vous confortablement dans nos cabines au design épuré et bénéficiez de l'accès à notre système de divertissement sans fil en continu. Pour encore plus de confort, choisissez la cabine Premium rouge et offrez-vous un fauteuil plus spacieux, des repas raffinés, des services prioritaires, et bien plus encore. Rien de mieux que de se rencontrer en personne pour garder le contact, et c'est maintenant plus agréable que jamais.

Découvrez nos tarifs avantageux sur [aircanada.com/marhaba](http://aircanada.com/marhaba) ou communiquez avec votre agent de voyages.

 aéroplan

AIR CANADA   
rouge

MD Aéroplan et le logo Aéroplan sont des marques déposées d'Air Canada inc.